

DE LA PERSE DES QADJARS À LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE. L'ÉVOLUTION DE L'IRAN DU XX^E SIÈCLE À TRAVERS QUATRE RÉVOLUTIONS

Par Philippe CONRAD

Historien, journaliste, conférencier, Philippe Conrad a dirigé un séminaire de géopolitique au Collège Interarmées de Défense et dispense des cours dans divers établissements d'enseignement supérieur. Il a notamment publié, ces dernières années, une *Histoire de la Reconquista* (PUF) et *Le poids des armes. Guerres et conflits de 1900 à 1945* (collection « Major » PUF)

Héritier d'une Histoire plurimillénaire — que le shah Mohammed Reza Pahlevi voulut exalter lors des fêtes organisées à Persépolis en 1971, à l'occasion du deux mille cinq centième anniversaire de la fondation par Cyrus le Grand de l'ancien Empire perse — l'Iran apparaît comme le porteur de l'une des plus anciennes civilisations de l'Ancien Monde. Le souvenir des Empires achéménide et sassanide, la conviction que les Persans ont pris une part déterminante dans l'affirmation du « siècle d'or » de la Bagdad arabomusulmane des IX^e-X^e siècles, la splendeur de l'Ispahan des Safavides ont contribué à la construction d'une mémoire civilisationnelle et nationale que n'a pu altérer la victoire d'une révolution islamique chiite qui n'a aucunement « fait du passé table rase » — à la différence de ce qu'ont accompli à Bamyan ou à Kaboul les talibans afghans inspirés par le wahhabisme — de ce prestigieux passé, qu'elles qu'aient pu être les velléités passagères qu'eurent certains religieux de détruire Persépolis, considérée comme un symbole trop étroitement lié au souvenir du régime pahlevi. Entrée au XVIII^e siècle, avec les Qadjars, dans une phase de décadence irréversible, la Perse est ensuite devenue l'un des enjeux du « great game » anglo-russe évoqué par Kipling, quand la puissance maritime mondiale alors hégémonique se trouvait en compétition avec le grand empire continental désireux d'accéder aux mers chaudes. Cette lutte se termine alors de fait à l'avantage de l'Angleterre,

qui impose sa loi à Téhéran, jusqu'à ce que la seconde guerre mondiale, ultime étape du suicide européen de 1914-1945, contraigne Londres à céder la place au « grand frère » américain dont le containment vient relayer, à la faveur de la guerre froide, le quasi-protectorat imposé à l'Iran.

C'est dans cette longue durée de l'Histoire iranienne, marquée par la longue éclipse entamée au XVII^e siècle, qu'il convient de replacer les différents spasmes révolutionnaires de nature très diverses qu'a connus le pays au cours du XX^e siècle. Premier pays musulman à se doter en 1906, deux ans avant la révolution « jeune turque », d'un système constitutionnel censé remédier à l'impuissance des souverains qadjars, la Perse n'a guère les moyens de préserver son indépendance et c'est une créature des Anglais, Reza Shah, qui s'empare du pouvoir en 1921, avant de se retourner contre ses protecteurs pour se faire le porte-parole d'un nationalisme devenu « iranien » à partir de 1935 et contester à l'Anglo Persian Oil Company l'exploitation arbitraire des ressources pétrolières du pays. Anglais, Américains et Soviétiques profitent de la seconde guerre mondiale pour se débarrasser du gêneur et s'imposer, dans le cas des premiers, comme les protecteurs naturels de son jeune fils, dont le pouvoir apparaît menacé par les initiatives de Staline qui, au nord du pays, marquent, avant les « coups » de Prague et de Berlin, le véritable début de la guerre froide. L'expérience — courte mais néanmoins exemplaire dès le début des années cinquante alors qu'enfile ailleurs la vague des décolonisations — de Mohammed Mossadegh exprime la volonté de reconquête d'une indépendance nationale bien mise à mal. Mais le coup d'État programmé par la CIA en 1953 permet un retour à l'ordre pétrolier et géopolitique régional voulu par les Occidentaux. Ceux-ci peuvent compter, pour un quart de siècle, sur l'alliance de Mohammed Reza Pahlevi qui leur doit son retour au pouvoir et l'Iran du shah, riche de ses ressources pétrolières et gazières, peut apparaître comme la grande puissance régionale, le « gendarme de l'Occident » dans la région vitale du Golfe, chargé de jouer les sentinelles sur les frontières méridionales de l'URSS et de contenir un nationalisme arabe jugé pro-soviétique et hostile à Israël, l'allié privilégié des États-Unis.

La modernisation accélérée du pays et l'occidentalisation d'une partie de ses élites laissent augurer des perspectives favorables pour l'Iran impérial mais la nature autoritaire du régime et le fossé qui s'est creusé entre la nomenclatura dirigeante et les couches moyennes et populaires créent les conditions de l'explosion qui, à la surprise générale emporte tout lors de la révolution de 1978-1979. Là où, vingt-cinq ans après l'échec de Mossadegh, les observateurs attendent la mise en place d'un régime de type parlementaire, c'est une République théocratique appuyée sur le clergé chiite et sur le rejet absolu du modèle occidental qui parvient à s'imposer, symbole du formidable « réveil islamique » qui s'affirme dans le même temps dans les montagnes afghanes où les moudjahiddines entament contre l'occu-

pant soviétique la longue guerre que l'on sait. Longtemps chasse gardée des puissances anglo-saxonnes, l'Iran trouve à ce moment, en défiant les « Satan » américain et soviétique et en affirmant une volonté d'indépendance radicale, une place nouvelle dans le concert international. On sait l'inquiétude que suscite en Occident ce « retour » sur la scène mondiale de ce que les Américains n'hésitent pas à désigner comme un « État voyou » mais, au delà des lectures généralement sommaires qui visent à diaboliser la République islamique et son actuel président — attaqué principalement en raison des menaces qu'il a proférées contre Israël — il convient, pour décrypter les représentations qui commandent aujourd'hui les évolutions de l'opinion iranienne, d'effectuer un retour sur les grandes ruptures politiques, immanquablement avortées, qu'a connues le pays depuis le début du XX^e siècle.

■ 1906 et l'échec de la révolution constitutionnaliste

La Perse avait subi, au cours de sa longue Histoire, de nombreuses invasions et elle avait su, le plus souvent, assimiler ses envahisseurs (c'est ainsi que naquit, aux XVI^e et XVII^e siècles, la brillante culture safavide) mais c'est à une menace d'un type tout à fait nouveau qu'elle se trouve confrontée au XIX^e siècle, quand les grandes nations européennes, dont l'Angleterre apparaît initialement comme le modèle, creusent l'écart sur le plan, économique, industriel ou militaire avec des États asiatiques demeurés arriérés qui se trouvent d'un coup confrontés à des défis qu'ils sont bien en peine de relever. L'ouverture des frontières au commerce européen et l'irruption de nouvelles valeurs individualistes et progressistes sapent les fondements de la société traditionnelle et fragilisent un pouvoir politique incapable de faire face. La révolte survenue en 1890 contre la Régie des Tabacs imposée par l'étranger et l'assassinat par un militant progressiste, en mai 1896, du roi Naser Oddin Shah, qui occupait le trône de Perse depuis 1848, constituent les signes avant-coureurs de la révolution de 1906. La répression s'abattait sur ceux qui, depuis Istambul où ils s'étaient réfugiés, représentaient l'opposition à un régime monarchique jugé anachronique et affirmaient que la Perse devait s'engager sur la voie des réformes qui avaient placé les nations européennes dans une situation de puissance écrasante par rapport aux États orientaux demeurés traditionnels. Mozaffar Oddin Shah, qui devait régner de 1896 à 1907, était de santé fragile et ne disposait manifestement pas des qualités nécessaires pour affronter les formidables mutations qui s'annonçaient. Les incertitudes de la situation économique, les privilèges dont bénéficiaient, du fait des capitulations, les commerçants étrangers, le pouvoir jugé exorbitant accordé à un directeur des douanes d'origine belge, les suspicions pesant sur les ministres d'être inféodés à la Russie ou à l'An-

gleterre créaient un climat propice à l'émeute. Celle-ci naquit de l'alliance réalisée de fait entre les « gens du bazar » qui étaient les acteurs principaux de la vie économique nationale et les religieux inquiets d'un éventuel complot tramé contre l'Islam par les puissances étrangères.

Il ne s'agit tout d'abord que de réclamer le départ de Naus, le responsable belge des douanes, et celui du gouverneur de Téhéran, accusé d'avoir fait molester un mollah qui s'était fait le porte-parole de la contestation. Les mécontents exigent aussi la mise sur pied d'une justice indépendante dans les domaines ne relevant pas directement de la religion car l'arbitraire et la corruption y étaient la règle. Bientôt, le champ des revendications s'élargit puisqu'il est question de la réunion d'une assemblée consultative nationale pour appliquer la loi d'égalité dans tout le territoire. On en vient bientôt à exiger que cette assemblée vote les lois et puisse censurer les décisions du gouvernement. Les racines idéologiques du mouvement demeurent alors surtout religieuses mais des opposants laïcs s'y rallient cependant. Il n'en reste pas moins que le despotisme est dénoncé comme une impiété en ce que le tyran se prend pour l'égal de Dieu. On le voit, les revendications politiques sont étroitement mêlées à des aspirations d'ordre religieux, ce qui donne une allure tout à fait originale à ce mouvement constitutionnaliste, bien différent du mouvement « jeune turc » — lui-même inspiré par nationalisme résolument laïc, voire antimusulman dans le cas de certains de ses inspirateurs — qui l'emportera dans l'Empire ottoman en 1908-1909. Le régime parlementaire alors réclamé doit permettre de garantir l'unité du pays et de la société face aux menaces que font peser sur elle les puissances étrangères, c'est à dire l'Angleterre d'une part, la Russie de l'autre.

La répression constitue la seule réponse du pouvoir mais la mort de deux des leaders du mouvement déchaîne la colère de la population et leurs funérailles sont l'occasion d'évoquer le meurtre de l'imam Hussein, le deuxième fils d'Ali, le gendre du Prophète, dont la mort à Kerbela constitue l'un des moments fondateurs du shi'isme. Manifestations et rassemblements dans les mosquées répondent à la réaction brutale du pouvoir mais la solidarité cléricale fonctionne pleinement et mobilise les religieux de tout le pays, notamment ceux de Qom. Le bazar mobilise également et les commerçants y ferment leurs échoppes. Certains manifestants vont même solliciter le soutien de la légation britannique, ce qui ne peut qu'inquiéter les Russes qui craignent un mouvement dont ils soupçonnent qu'il est initié et contrôlé par les Anglais, prêts à jouer les arbitres entre le pouvoir et les opposants pour conforter leurs propres positions dans le pays. C'est du moins ce que peuvent laisser penser les discours tenus aux vingt mille manifestants réunis devant la légation par Grant Duff, le chargé d'affaires de Sa Gracieuse Majesté. Une situation analogue prévaut à Tabriz et l'on peut effectivement soupçonner les Britanniques d'avoir encouragé la

revendication d'une monarchie constitutionnelle susceptible d'affaiblir un gouvernement autoritaire qu'ils soupçonnent de russophilie.

Dans l'impossibilité d'obtenir un retour à l'ordre, le souverain, Mozaffar Oddin Shah, renvoie son Premier ministre et le remplace par celui des Affaires étrangères avant d'annoncer la convocation d'une assemblée consultative nationale, le Majlis. Daté du 5 août 1906, le texte est publié le 9 et accepté par toutes les parties, bien qu'il continue à faire référence à la sharia, « la sainte loi islamique ». La loi électorale est ratifiée le 9 septembre. Téhéran est surreprésenté et les sièges sont répartis entre catégories sociales dont la définition favorise les couches dirigeantes. Sont électeurs les hommes de plus de vingt-cinq ans et éligibles ceux sachant lire âgés de trente à soixante-dix ans. Les préoccupations « nationales » dominèrent les premières décisions prises par l'Assemblée : refus d'un emprunt négocié par le shah auprès des Anglais et des Russes, création d'une Banque nationale à partir d'une souscription populaire. Les travaux de rédaction de la constitution se poursuivent après la mort de shah Mozaffar survenue en janvier 1907 ; on s'inspire des constitutions belge et française mais le clergé s'oppose, pour des raisons évidentes, à la reconnaissance des libertés individuelles, notamment de liberté de conscience, ce qui revenait à tolérer d'éventuelles contestations de la loi islamique et à consentir au remplacement des tribunaux religieux, sources de revenus importants pour les clercs, par des cours civiles dépendant de l'État. L'arrivée des députés de province, notamment ceux de Tabriz et de Mashad, contribue à radicaliser les revendications, et certains entreprennent de réclamer la mise en place d'une véritable constitution, ce qui doit donner au Parlement des pouvoirs sans commune mesure avec ce qu'avaient imaginé les initiateurs du mouvement. Dans le même temps, les dignitaires religieux de Chiraz préviennent que « le gouvernement consiste en une élite d'hommes, de savants, de gens informés de la politique, mais ne doit pas se composer seulement de quelques nouveaux imitateurs de l'Occident qui ont perdu le sens commun et se sont desséchés en lisant les journaux, ne retenant que le concept de pouvoir absolu. Car la Perse est une République islamique. » De manière générale, les régions du nord, plus proches du Caucase russe et de l'Anatolie ottomane semblent alors davantage gagnées par les idéaux révolutionnaires et certains militants parlent de « soviét », un terme russe préféré à celui de Majlis et faisant référence à l'épisode révolutionnaire survenu dans l'Empire des tsars en 1905.

Adoptée le 30 décembre 1906, la Constitution pose les principes de la souveraineté nationale, de la liberté d'opinion et de la justice sociale, permet au Parlement de contrôler l'utilisation des emprunts souscrits par l'État, trop souvent détournés dans le seul intérêt du shah, et rend les ministres responsables devant le Parlement. L'Islam chiite duodécimain demeure religion d'État mais les débats sont vifs à propos de l'article stipulant que le

Parlement ne peut aller contre la loi religieuse dont le shah est le garant. Une mouvance cléricale traditionaliste se mobilise même sur cette question et ouvre ainsi une première brèche dans le front initialement formé par les opposants religieux et les laïcs. C'est sur le chef de file de ce courant religieux, Fazlollah Nûri, que Mohammed Ali Shah, monté sur le trône en janvier 1907, s'appuie dès lors pour contenir les revendications des constitutionnalistes les plus radicaux. Il peut compter également sur le soutien des deux puissances impérialistes qui menacent l'indépendance de l'Iran et qui craignent qu'une révolution « nationale » trop marquée remette en cause leur influence. C'est d'ailleurs à peu près à ce moment que Londres et Saint-Pétersbourg concluent, le 31 août 1907, l'accord de partage de la Perse en zones d'influence, russe au nord et anglaise au sud, séparées par une zone centrale neutre. Un accord qui a pour effet d'éloigner les constitutionnalistes persans d'une Angleterre dont ils ont espéré jusque là qu'elle était prête à les soutenir. Le jour même de la signature de cet accord, le Premier ministre, Amin Os Soltan, est assassiné à la sortie du Parlement. Le 9 novembre suivant, le souverain prête serment, devant le Majlis, à la Constitution. Les surenchères formulées par les députés les plus radicaux, qui vont jusqu'à demander la destitution du shah encouragent celui-ci, soutenu par les Anglais et les Russes, à organiser des manifestations hostiles au Parlement. Les choses s'apaisent en décembre 1907... jusqu'à une tentative d'attentat manquée contre le shah à la fin du mois de février suivant.

Le 7 juin 1908 Mohammed Ali Shah fait arrêter plusieurs députés radicaux et exige une révision de la constitution qui doit lui permettre de renforcer ses pouvoirs, les ministres n'étant plus responsables que devant lui. Le souverain se sait soutenu par les Russes et peut compter sur la passivité du représentant britannique, inquiet de voir le pays au bord de l'anarchie. Les divisions des députés, l'achat de certains d'entre eux par la Cour ne peut qu'affaiblir l'opposition et l'émeute déclenchée le 23 juin 1908 scelle l'échec des constitutionnalistes. Le shah peut en effet rétablir l'absolutisme à la faveur de la répression qui s'abat alors sur les opposants. La crise n'est pas terminée pour autant, car les révolutionnaires gardent l'initiative en Azerbaïdjan et conservent le soutien d'une partie du clergé. Ceux de Tabriz infligent un échec aux troupes du shah et s'emparent même de Qazvin en mai 1909. Dans le sud, les Bakhtyari, passés à l'opposition, se rendent maîtres d'Ispahan. Les Russes conseillent alors au shah de rétablir la constitution mais il est trop tard et, le 16 juillet, les révolutionnaires s'emparent de Téhéran où le souverain trouve refuge à la légation russe. C'est un prince âgé de treize ans, Ahmad Shah, qui est alors placé sur le trône et l'organisation d'élections permet de réunir un deuxième Majlis en novembre 1909. Le régime constitutionnel est rétabli mais les ingérences étrangères demeurent plus puissantes que jamais. De nouveaux emprunts sont souscrits auprès des Britanniques, les forces de l'ordre sont réorganisées par un

Arménien et des Suédois alors qu'un Américain est chargé de réformer les finances publiques... Les espoirs mis dans la révolution sont donc rapidement déçus. Les Russes obtiennent la dissolution du Parlement, le pouvoir central n'est guère obéi et les Anglais interviennent à Chiraz et à Ispahan pour y rétablir l'ordre... C'est à un « break up of Persia » en règle, analogue à celui intervenu en Chine au cours des années précédentes, que le pays risque alors de connaître à courte échéance, mais la première guerre mondiale va définir, pour les différents acteurs, d'autres priorités.

■ Reza Shah veut moderniser la Perse devenue l'Iran

Pendant que l'Europe est plongée dans la guerre, la situation de la Perse, affectée par une terrible famine en 1917-1918, n'est guère enviable. Quand le conflit se termine, le gouvernement, anglophile mais peu représentatif des aspirations des élites du pays, ne contrôle guère que Téhéran et ses alentours et dépend étroitement des subsides britanniques. Le nord du pays est entré en dissidence, le sud est occupé par les Anglais ainsi que la frontière orientale. Alors que la Russie est sur le point, à l'issue de la guerre civile, de basculer dans le bolchevisme, les responsables anglais ne veulent à aucun prix lâcher une région qui doit, selon eux, faire partie du « cordon sanitaire » opposé à l'expansion du communisme et garantir la sécurité des liaisons avec l'empire des Indes. L'accès à la Conférence de la Paix de Paris est naturellement refusé à la Perse qui se passait pourtant en victime à propos de la perte de ses provinces septentrionales annexées par la Russie au siècle précédent. Un véritable traité de protectorat anglo-persan est pourtant bientôt conclu, en août 1919, avec un gouvernement acquis aux intérêts britanniques. Derrière la réaffirmation toute formelle de l'indépendance et de l'intégrité du pays, il est alors prévu de faire intervenir, « aux frais du gouvernement persan », des experts anglais « dotés des pouvoirs nécessaires » dans les domaines administratif ou économique. L'encadrement de l'Armée persane et l'octroi d'un nouveau prêt complètent cet accord, qui prévoit également une révision des tarifs douaniers « afin qu'ils soient plus conformes aux intérêts du pays... » Le gouvernement persan refuse cependant l'article qui prévoit l'interdiction d'employer des conseillers autres que britanniques mais Ahmad Shah obtient « un soutien à sa personne », c'est-à-dire la garantie d'une pension au cas où il serait renversé ... Les négociateurs persans sont grassement rétribués pour leur attitude coopérative. Un tel accord pouvait difficilement être ratifié par le Majlis qui restait à élire et les avantages qu'il assurait aux Anglais ne pouvaient qu'excéder les autres puissances tant ils allaient à l'encontre de l'esprit qui était censé commander la reconstruction de la paix. Plusieurs rébellions nationalistes se déclenchent alors dans les provinces du nord, auxquelles le pouvoir parvient à

mettre temporairement un terme en jouant des affrontements ethniques entre Kurdes et Persans. L'anarchie et l'insécurité se répandent alors, rendant impossible la mise en œuvre de l'accord de protectorat conclu avec les Anglais. Ceux-ci pensaient avoir gagné la partie en obtenant le départ des derniers officiers russes encadrant des unités persanes mais ils se trouvent confrontés, au moment où ils doivent faire face à l'insurrection irakienne, à une situation susceptible de devenir rapidement intenable. Les représentants de Londres envisagent même un moment de laisser se constituer, au nord du pays, une république soviétique de Perse, la capitale étant, dans cette hypothèse, déplacée vers Ispahan et eux mêmes contrôlant toujours le sud du pays et les réserves de pétrole d'Abadan. Ce n'est finalement pas cette solution qui est retenue. Les Anglais vont en effet chercher en Perse, face à une monarchie aussi impuissante qu'impopulaire, l'homme susceptible de restaurer l'ordre et de favoriser le maintien de leur domination dans le contexte d'une stabilisation politique devenue indispensable. Ils pensent en fait à une solution équivalente à celle mise en œuvre en Irak où ils sont allés chercher le prince hachémite Fayçal, pourtant sunnite et originaire du Hedjaz, pour le mettre sur le trône d'un « royaume » à majorité chiite des plus incertains et éviter ainsi une administration directe du territoire sur lequel ils ont reçu mandat.

C'est Reza Shah, le chef de la brigade cosaque naguère placée aux ordres d'un officier russe, qui s'affirme alors comme l'homme de la situation. C'est avec les encouragements des militaires anglais commandant à Qazvin les forces britanniques demeurées déployées dans le sud de la Perse — mais apparemment sans que le Foreign Office ou le représentant britannique soient concernés, dans un contexte qui voit les autorités des Indes relevant de l'Indian Office jouer leur propre jeu comme elles longtemps fait dans le Golfe Persique contre l'Arabian Office du Caire — qu'il s'empare de Téhéran le 21 février 1921 et instaure la loi martiale pour installer un gouvernement dirigé par le journaliste Seyyed Ziya qui, avant de s'en éloigner, a été longtemps proche des Anglais qui subventionnaient son journal. Des politiciens sont arrêtés, l'accord de protectorat anglo-persan d'août 1919 est dénoncé, le traité qui vient d'être signé avec l'Union soviétique rendu public alors que des mesures en vue d'une réforme agraire et d'un développement de l'éducation sont annoncées. On rassure les Anglais en ne remettant pas en cause les données financières de l'accord de 1919 mais on annonce le recours à des conseillers autres que britanniques. Le traité conclu avec les Soviétiques n'a pas de quoi inquiéter Londres puisqu'il reconnaît l'intégrité territoriale de la Perse. Seyyed Ziya est cependant écarté quand il prétend confier l'Armée persane à des cadres anglais, ce que refuse absolument Reza Khan. Dès le mois de mai 1921, l'intéressé doit partir pour l'exil, laissant la réalité du pouvoir à Reza Khan, nommé officiellement Premier ministre en 1923. À l'automne de 1924, Reza rétablit l'autorité du gouvernement central sur